

FORMATION GÉNÉRALE DES ADULTES

Précision des savoirs

Monde contemporain

Domaine de l'univers social



Formation de base diversifiée (FBD)

Problème et enjeux du monde contemporain 1

SCH 5101-2

Précision des savoirs

La précision des savoirs constitue un complément à chaque programme disciplinaire en apportant des précisions sur les savoirs que l'adulte doit acquérir et être capable d'utiliser à chaque cours. Il s'agit d'un outil qui est mis à la disposition des enseignantes et des enseignants pour les aider à planifier leur enseignement et les apprentissages que fera l'adulte.

Place des connaissances dans l'apprentissage

Les connaissances qu'un adulte développe lui permettent de mieux comprendre l'univers dans lequel il évolue. Depuis son tout jeune âge, à l'intérieur de sa famille et par ses contacts avec ses amis et les médias, notamment, il accumule et utilise une quantité toujours croissante de connaissances, et il sera amené progressivement à les élargir, à les approfondir et à les organiser.

Connaissances et compétences sont appelées à se renforcer mutuellement. D'un côté, les connaissances se consolident à travers leur utilisation; de l'autre, l'exercice des compétences entraîne l'acquisition de nouveaux savoirs. Faire acquérir des savoirs pose toutefois le défi de les rendre utiles et durables, ce qui renvoie à la notion de compétence. En effet, on n'est véritablement assuré de l'acquisition d'une règle de grammaire, par exemple, que lorsqu'elle est utilisée de façon appropriée, dans des textes et des contextes variés qui vont au-delà de l'exercice répétitif et ciblé.

Intervention de l'enseignante ou de l'enseignant

Le rôle de l'enseignante ou de l'enseignant dans l'acquisition des savoirs et dans le développement des compétences est essentiel, et une intervention de sa part est requise tout au long de l'apprentissage. La Loi sur l'Instruction publique lui donne d'ailleurs la responsabilité du choix des modalités d'intervention pédagogique qui correspondent aux besoins et aux objectifs fixés pour chaque adulte. Il appartient donc à l'enseignante ou à l'enseignant d'adapter ses interventions et de les appuyer sur une diversité de stratégies, qu'il s'agisse par exemple d'un enseignement magistral donné à l'ensemble de la classe, d'un enseignement individualisé offert à un adulte ou à un petit groupe d'adultes, d'une série d'exercices à faire, d'un travail d'équipe ou d'un projet particulier à réaliser.

Afin de répondre aux besoins de l'adulte ayant des difficultés d'apprentissage, l'enseignante ou l'enseignant favorisera sa participation aux activités proposées, mais prévoira aussi, le cas échéant, des mesures de soutien. Ces mesures pourront, par exemple, prendre la forme d'un enseignement plus explicite de certains savoirs ou encore celle d'interventions spécialisées.

Quant à l'évaluation des apprentissages, elle a essentiellement deux fonctions. Elle permet d'abord de porter un regard sur les apprentissages de l'adulte pour le guider et le soutenir de façon appropriée. Elle sert ensuite à vérifier à quel point l'adulte a fait les apprentissages attendus. Cependant, quelle qu'en soit la fonction, conformément à la Politique d'évaluation des apprentissages, l'évaluation devrait porter à la fois sur les connaissances de l'adulte et sur la capacité qu'il a de les utiliser efficacement dans des contextes qui font appel à ses compétences.

Structure

La précision des savoirs est présentée sous forme de tableaux qui regroupent les savoirs de façon semblable à celle des programmes disciplinaires.

Monde contemporain

Présentation du programme

Le présent document constitue un complément au programme *Monde contemporain*. Il apporte des précisions sur les savoirs que l'adulte acquiert dans ce programme en vue de soutenir le développement des deux compétences prescrites par le programme, soit *Interpréter un problème du monde contemporain* et *Prendre position sur un enjeu du monde contemporain*. Il vise à outiller les enseignantes et les enseignants au moment de la planification.

Ce document comporte des tableaux divisés en sections qui présentent, sous forme d'énoncés, des savoirs liés à chaque thème du cours *Problème et enjeux du monde contemporain 1*. Ces derniers servent de base auxquelles se greffent les événements de l'actualité. Un texte décrit sommairement le thème.

Environnement

Les défis posés par l'exploitation des ressources naturelles et la dégradation de l'environnement interpellent les individus, les collectivités et la communauté internationale. La collaboration de l'ensemble des intervenants est nécessaire pour trouver des pistes de solution à des problèmes dont la portée dépasse les frontières des États. Plusieurs accords internationaux ont été conclus dans le domaine environnemental. Des intérêts nationaux divergents rendent cependant leur gestion difficile, ce qui peut en limiter l'efficacité. L'enjeu à l'étude est *Utilisation et consommation des ressources* ou *Harmonisation des normes environnementales*. C'est sous l'angle d'entrée *La gestion de l'environnement* que les adultes sont appelés à étudier le thème *Environnement*.

Les concepts prescrits dans le programme ne font pas l'objet d'un énoncé spécifique. C'est par l'utilisation appropriée de connaissances liées au thème que l'adulte développe sa compréhension des concepts suivants : consommation, dépendance, **développement durable**¹, interdépendance, mondialisation, pouvoir, régulation, responsabilité.

1. Gestion de l'environnement
1.1. Problèmes environnementaux
a. Indiquer des causes de la dégradation de l'environnement (ex. : industrialisation, utilisation des hydrocarbures, augmentation de la population mondiale)
b. Indiquer la principale cause des changements climatiques : augmentation des émissions de gaz à effet de serre
c. Indiquer des activités économiques qui contribuent à l'augmentation des gaz à effet de serre (ex. : agriculture, transport, exploitation forestière)
d. Indiquer des causes de la pénurie d'eau potable (ex. : désertification, construction de barrages et détournement de cours d'eau, augmentation de la demande)
e. Indiquer des causes de la réduction de la biodiversité (ex.: destruction des habitats naturels, changements climatiques, braconnage)
1.2. Empreinte écologique
a. Définir le terme « empreinte écologique » : surface productive nécessaire à une population pour répondre à sa consommation de ressources et à ses besoins relativement à l'absorption de déchets
b. Indiquer des facteurs qui font varier l'empreinte écologique d'une population (ex. : provenance et type des aliments, niveau de consommation, étalement urbain)

¹ Le concept central est indiqué en caractères gras.

c. Situer, sur une carte du monde, des pays ayant une forte empreinte écologique et des pays ayant une faible empreinte écologique (ex. : forte empreinte aux États-Unis et en Allemagne; faible empreinte au Kenya et en Inde)
1.3. Gestion de l'environnement
a. Nommer des acteurs impliqués dans la gestion de l'environnement (ex.: citoyens, communautés, États, entreprises multinationales, organisations internationales)
b. Indiquer ce qui explique l'importance de la coopération entre États dans la gestion de l'environnement : caractère planétaire des problèmes environnementaux
c. Donner le principe devant guider la gestion de l'environnement, tel que présenté dans le rapport Brundtland (1987) : développement durable
d. Indiquer l'objectif d'une gestion de l'environnement conforme au principe du développement durable : répondre aux besoins des générations actuelles sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs
2. Organisations internationales
a. Nommer des organisations internationales dont la mission est liée à la gestion de l'environnement (ex. : Programme des Nations Unies pour l'environnement [PNUE], Fonds pour l'environnement mondial [FEM], Union internationale pour la conservation de la nature [UICN])
b. Indiquer des moyens d'action utilisés par le PNUE pour encourager la coopération internationale (ex. : évaluation des tendances environnementales, transfert de connaissances technologiques pour un développement durable, incitation à l'établissement de partenariats entre la société civile et le secteur privé)
c. Indiquer l'objectif du FEM : financer des pays en développement et des pays émergents pour leur permettre d'atteindre les objectifs de conventions internationales dans le domaine environnemental
d. Indiquer les principaux moyens d'action utilisés par l'UICN : publication d'une liste exhaustive des espèces menacées, médiation entre des acteurs liés à la conservation de la biodiversité et ceux liés au développement économique, établissement de normes internationales dans une perspective de développement durable
3. Groupes environnementaux
a. Nommer des groupes environnementaux qui militent à l'échelle mondiale (ex. : Les Amis de la Terre International [ATI], World Wildlife Fund [WWF], Greenpeace)
b. Indiquer les principaux objectifs de Greenpeace : protéger la biodiversité sous toutes ses formes; empêcher la pollution et l'exploitation abusive des océans, des terres, de l'air et de l'eau douce; mettre fin à la menace nucléaire
c. Indiquer les principaux moyens d'action utilisés par Greenpeace : manifestations non violentes, médiatisation de ses interventions
d. Indiquer le principal objectif des organismes associés à l'ATI: sauvegarder, rétablir et utiliser l'environnement de manière rationnelle
e. Indiquer les principaux moyens d'action utilisés par l'ATI: campagnes de sensibilisation, programmes d'éducation populaire, recherches sur les problèmes environnementaux et sociaux
f. Indiquer les principaux objectifs du WWF : conserver la nature; réduire les menaces à la biodiversité

g. Indiquer les principaux moyens d'action utilisés par le WWF : campagnes de sensibilisation, concertation en vue de favoriser la conservation des milieux naturels, programme de subventions pour des projets scolaires en environnement
4. Accords internationaux
a. Nommer des conventions internationales relatives à la gestion de l'environnement (ex. : Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone; Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques; Convention des Nations Unies sur la diversité biologique; Convention des Nations Unies sur la désertification)
b. Indiquer des facteurs qui limitent l'application des accords internationaux (ex. : non-ratification par certains États signataires, souveraineté des États, absence de gouvernance internationale pour assurer le respect des accords)
c. Nommer des principes qui guident les États signataires de conventions internationales dans leur gestion de l'environnement (ex. : développement durable, précaution)
d. Indiquer l'objectif du protocole de Montréal adopté en application de la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone : réduire la production de substances qui détruisent la couche d'ozone
e. Indiquer la raison du succès du protocole de Montréal : ratification par tous les pays membres de l'Organisation des Nations Unies
f. Indiquer l'objectif du protocole de Kyoto adopté en application de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques : réduire les émissions de gaz à effet de serre responsables des changements climatiques
5. Intervention des États
a. Indiquer les objectifs poursuivis par les États préoccupés par le développement durable : protéger l'environnement, assurer le développement économique, favoriser l'équité et la solidarité sociales
b. Décrire le principe de précaution dans la gestion de l'environnement : malgré l'absence de certitude scientifique, en cas de risques graves pour l'environnement, les États doivent mettre en œuvre des mesures visant à prévenir la dégradation de l'environnement
c. Indiquer des mesures mises en œuvre par les États pour maintenir la biodiversité (ex. : création d'aires protégées, réglementation de la chasse et de la pêche)
d. Indiquer des mesures mises en œuvre par les États pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (ex. : établissement de normes et de règlements visant la réduction de la consommation d'hydrocarbures, imposition d'une taxe à l'achat de certains véhicules, mise en place d'un marché du carbone)
e. Décrire les principaux mécanismes du marché du carbone : des quotas d'émission de carbone sont attribués aux émetteurs; les émetteurs qui rejettent dans l'atmosphère moins de carbone que leur quota peuvent vendre des crédits d'émission sur le marché du carbone; les émetteurs qui dépassent leur quota peuvent acheter des crédits d'émission sur le marché du carbone

Population

L'intensification des mouvements migratoires, qu'ils s'effectuent pour des raisons d'ordre économique, humanitaire ou climatique, génère des changements importants, notamment sur le plan socioéconomique. Ces mouvements de population ont des répercussions sur l'organisation des territoires urbains où s'installent la majeure partie des migrants. Ils entraînent également des modifications dans la composition de la main-d'œuvre. L'enjeu à l'étude est *Migration et monde du travail* ou *Gestion de l'expansion urbaine*. C'est sous l'angle d'entrée *L'intensification des mouvements migratoires* que les adultes sont appelés à étudier le thème *Population*.

Les concepts prescrits dans le programme ne font pas l'objet d'un énoncé spécifique. C'est par l'utilisation appropriée de connaissances liées au thème que l'adulte développe sa compréhension des concepts suivants : culture, délocalisation, diaspora, interdépendance, **migration²**, mondialisation, pouvoir, réseau, urbanisation.

1. Population mondiale
1.1. Répartition de la population
a. Situer, sur une carte du monde, les grands foyers de population : Asie de l'Est et du Sud-Est, Asie du Sud, Europe, nord-est des États-Unis, Golfe de Guinée, sud-est du Brésil
b. Décrire la répartition de la population mondiale : elle est majoritairement urbaine; elle vit principalement dans les pays en développement; elle est concentrée en zone intertropicale
1.2. Changements démographiques
a. Donner les principales caractéristiques démographiques des pays en développement : baisse du taux de mortalité, baisse du taux de fécondité, hausse de l'espérance de vie, stabilisation de la croissance, hausse de la migration internationale
b. Donner des caractéristiques démographiques des populations des pays développés (ex. : baisse du taux de natalité, vieillissement de la population, hausse de la migration internationale)
c. Indiquer le principal facteur qui explique un taux d'accroissement naturel négatif : taux de fécondité sous le seuil de remplacement
d. Indiquer ce qui explique l'accroissement de la population : adoption de politiques natalistes, adoption de mesures facilitant l'immigration, amélioration des soins de santé

² Le concept central est indiqué en caractères gras.

2. Mouvements migratoires
2.1. Migration
a. Indiquer ce qui caractérise une migration : déplacement de population à l'intérieur d'un pays ou d'un pays vers un autre; établissement permanent
b. Donner des caractéristiques des migrants (ex. : majoritairement jeunes, principalement originaires de pays en développement, population masculine en âge de travailler)
c. Situer, sur une carte du monde, les principaux flux migratoires à l'échelle mondiale (ex. : de l'Amérique latine vers l'Amérique du Nord, de l'Afrique du Nord vers l'ouest de l'Europe)
d. Indiquer ce qui explique l'intensification des migrations à l'échelle mondiale (ex. : développement des infrastructures de transport et des moyens de communication, mondialisation de l'économie, changements climatiques, contexte politique)
e. Indiquer des raisons qui influencent le choix d'un pays d'accueil (ex. : proximité géographique, diaspora, liens coloniaux, caractéristiques culturelles telles que la langue)
2.2. Motifs de migration
a. Indiquer les principaux motifs de migration : amélioration de la situation économique, réunification des familles
b. Indiquer ce qui permet d'obtenir le statut de réfugié : menace à la sécurité, persécution d'ordre ethnique ou religieux, catastrophe naturelle
c. Indiquer des droits établis par la Convention de Genève pour les réfugiés (ex. : droit à l'asile, droit à l'éducation, droit au travail, droit à la liberté de circulation)
d. Nommer des conflits à l'origine de mouvements migratoires (ex. : révolution cubaine, génocide au Rwanda, guérilla en Colombie, guerre du Kosovo, conflit armé au Darfour)
2.3. Réseaux internationaux d'immigration clandestine
a. Indiquer ce qui explique la mise en place de réseaux internationaux (ex. : exigences des pays d'accueil, resserrement du contrôle des frontières, contexte socioéconomique des pays d'origine, proximité d'un pays développé)
b. Indiquer ce qui facilite l'immigration clandestine (ex. : présence de réseaux internationaux, perméabilité des frontières)
3. Politiques d'immigration
a. Donner des critères de sélection des immigrants (ex. : formation, capacité d'investissement, connaissance de la langue officielle)
b. Indiquer des mesures mises en œuvre pour recruter des travailleurs qualifiés (ex. : organisation de missions à l'étranger, accélération du processus d'immigration)
c. Indiquer des mesures mises en œuvre pour intégrer les immigrants (ex. : cours de langue, aide à la recherche de logement, services d'intégration à l'emploi)

4. Migration et monde du travail
4.1. Main-d'œuvre immigrante
a. Indiquer des raisons qui incitent des pays à favoriser la venue de travailleurs immigrants (ex. : manque de main-d'œuvre dans certains secteurs d'activité économique tels que l'exploitation pétrolière ou les cultures fruitières et maraîchères, vieillissement de la population)
b. Indiquer des difficultés auxquelles font face les immigrants lors de la recherche d'emploi (ex. : maîtrise de la langue, connaissance des critères d'emploi)
c. Indiquer des avantages pour les immigrants d'occuper un emploi (ex. : apprentissage de la langue, intégration sociale)
4.2. Politiques d'emploi
a. Indiquer ce qui restreint les possibilités d'emploi de travailleurs immigrants qualifiés dans les pays d'accueil (ex. : reconnaissance des diplômes et des compétences par les ordres professionnels, formation insuffisante pour les normes du pays d'accueil)
b. Indiquer des mesures mises en œuvre pour pallier les difficultés liées à la reconnaissance des diplômes (ex. : adoption d'un système de reconnaissance des acquis et uniformisation des normes professionnelles à l'échelle internationale; établissement d'ententes intergouvernementales)
c. Indiquer des ententes pour favoriser la mobilité de la main-d'œuvre (ex. : équivalence des diplômes délivrés par les pays de l'Union européenne, reconnaissance des qualifications professionnelles entre l'Espagne et le Québec)
d. Indiquer des mesures mises en œuvre par certains États pour favoriser l'intégration d'immigrants (ex. : adoption de politiques de discrimination positive; assouplissement des règles de reconnaissance des qualifications professionnelles; octroi de subventions aux entreprises pour le recrutement de main-d'œuvre immigrante)
4.3. Économies parallèles
a. Indiquer des raisons qui incitent des entrepreneurs à recourir à des travailleurs immigrants en situation irrégulière (ex. : non-réglementation des conditions salariales et de travail, réduction des charges sociales)
b. Indiquer des conséquences économiques pour les sociétés où se trouvent des travailleurs immigrants en situation irrégulière (ex. : moins d'emplois disponibles sur le marché, perte de revenus pour l'État)
c. Indiquer des secteurs d'activité économique où se trouvent des travailleurs immigrants en situation irrégulière (ex. : travail domestique, cultures maraîchères et fruitières)
d. Donner des caractéristiques des conditions de travail des travailleurs immigrants en situation irrégulière (ex. : pas de sécurité d'emploi ni de protection sociale, non-respect des normes du travail par les employeurs)

5. Organisation des territoires urbains
a. Indiquer la proportion de la population urbaine par rapport à la population mondiale : depuis 2008, plus de la moitié
b. Indiquer l'importance des migrations pour les pays développés : premier facteur de croissance urbaine
c. Indiquer le principal effet des migrations internes sur l'organisation des villes dans les pays en développement : formation de bidonvilles
d. Indiquer des raisons qui expliquent le choix des villes comme destination des migrants (ex. : possibilités d'emploi, concentration de services de santé et d'éducation, structures d'accueil, présence d'une diaspora)
e. Donner des caractéristiques de quartiers occupés majoritairement par des migrants (ex. : quartiers défavorisés sur le plan économique, concentration de minorités culturelles, formation de quartiers ethniques dans les pays développés, formation de bidonvilles dans les pays en développement)
f. Donner des caractéristiques des bidonvilles : situation en périphérie des agglomérations, infrastructures sanitaires inadéquates, terrains majoritairement squattés

Richesse

La richesse est le résultat de l'activité économique d'une collectivité, c'est-à-dire des processus de production, de distribution et de consommation de biens et des services. L'accélération du développement économique de certains pays a accentué l'écart entre pays du Nord et pays du Sud durant les dernières décennies du 20^e siècle. Malgré une hausse de la productivité à l'échelle mondiale et des mesures de redistribution de la richesse, la disparité dans la répartition de la richesse persiste. L'enjeu à l'étude est *Équilibre entre justice sociale et développement économique* ou *Contrôle des ressources*. C'est sous l'angle d'entrée *La répartition de la richesse* que l'adulte est appelé à étudier le thème *Richesse*.

Les concepts prescrits dans le programme ne font pas l'objet d'un énoncé spécifique. C'est par l'utilisation appropriée de connaissances liées au thème que les adultes développent leur compréhension des concepts suivants : concentration, développement économique, **disparité**³, flux, interdépendance, justice sociale, mondialisation, pouvoir, ressource.

1. Création et répartition de la richesse
1.1. Création de la richesse
a. Indiquer des facteurs de création de la richesse (ex. : exploitation de ressources naturelles, productivité des entreprises, investissements publics, qualification de la main-d'œuvre)
b. Indiquer des moyens utilisés par les États pour favoriser la création de la richesse (ex. : investissement en éducation, établissement de programmes de recherche et développement, participation à des regroupements économiques)
c. Indiquer des mesures mises en œuvre par les États pour réglementer l'exploitation des ressources naturelles (ex. : adoption de politiques d'exploitation, de préservation et de restauration; application de sanctions)
d. Indiquer des facteurs qui limitent la création de la richesse (ex. : rareté des ressources naturelles, humaines et financières; faible développement d'infrastructures de transport et de communication; manque de formation de la main-d'œuvre; accessibilité réduite aux sources d'énergie)
1.2. Disparité dans la répartition de la richesse
a. Situer, sur une carte du monde, des pays qui disposent d'importantes ressources naturelles (ex. : eau potable au Brésil et aux États-Unis; pétrole en Arabie Saoudite et au Venezuela; minéraux au Chili et en République démocratique du Congo; forêts au Canada et en Russie)
b. Donner des indicateurs qui permettent de mesurer la disparité (ex. : indice de Gini [écart de richesse à l'intérieur d'un pays]; PIB [valeur totale des biens et des services produits pendant une année])

³ Le concept central est indiqué en caractères gras.

c. Situer, sur une carte du monde, des pays dont le PIB par habitant est élevé et d'autres dont le PIB par habitant est faible (ex. : en 2012, PIB élevé en Australie et au Japon; PIB faible au Bangladesh et au Honduras)
d. Indiquer des moyens utilisés par les États pour réduire la disparité dans la répartition de la richesse (ex. : adoption de politiques fiscales, réglementation des conditions de travail)
e. Indiquer les composantes de l'indice de développement humain (IDH) : niveau de vie, éducation, santé
f. Situer, sur une carte du monde, des pays dont l'IDH est élevé et d'autres dont l'IDH est faible (ex. : en 2012, IDH élevé en Allemagne et au Canada; IDH faible à Haïti et à Madagascar)
2. Organisations internationales
a. Indiquer des objectifs poursuivis par différents regroupements économiques (ex. : l'Union européenne a pour objectif de renforcer la coopération économique entre les pays membres; l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ANSEA) a pour objectif d'accélérer la croissance économique et d'améliorer les conditions de vie des populations)
b. Indiquer des objectifs poursuivis par différentes organisations internationales (ex. : le G8 vise à favoriser la concertation sur des questions économiques; l'Organisation mondiale du commerce facilite les échanges commerciaux; le Fonds monétaire international contribue à stabiliser le système monétaire; la Banque mondiale accorde des prêts aux pays en développement; la FAO vise à rendre accessible une nourriture saine et en quantité suffisante)
c. Indiquer des objectifs poursuivis par différentes organisations non gouvernementales (ex. : le Mouvement international Quart monde vise à éradiquer la misère; Oxfam international lutte contre les injustices sociales et la pauvreté; le Forum social mondial cherche à coordonner l'action des organisations altermondialistes; Médecins sans frontières offre une assistance médicale en situation de conflits et de crises humanitaires)
3. Colonisation, décolonisation et néocolonisation
a. Indiquer des objectifs poursuivis par les États colonisateurs (ex. : se procurer des ressources naturelles, accéder à de nouveaux marchés)
b. Indiquer des causes de l'indépendance des colonies africaines et asiatiques (ex. : affirmation identitaire, accès de l'élite à l'éducation, volonté de contrôler les ressources)
c. Indiquer des conséquences de la décolonisation pour les nouveaux pays (ex. : conflits ethniques, guerres, remise en question de certaines frontières)
d. Définir le terme « néocolonisation » : domination économique d'un État sur d'anciennes colonies
4. Relations Nord-Sud
a. Donner des caractéristiques de pays développés tels que l'Allemagne, l'Australie et la Norvège (ex. : facilité d'accès à des biens et des services, niveau de vie élevé pour la majorité de la population, concentration de capitaux, industries de pointe)

b. Donner des caractéristiques des économies des pays du Sud (ex. : extraction de richesses naturelles, cultures d'exportation, exploitation de ressources par des intérêts étrangers, faible niveau de transformation des matières premières sur place)
c. Donner des caractéristiques de pays en développement tels que la Colombie, l'Égypte et l'Indonésie (ex. : accès difficile aux biens et aux services de base pour une majorité de la population, faible PIB par habitant, forte proportion de la population active dans le secteur agricole)
d. Donner des caractéristiques des économies émergentes telles que celles du Brésil, de la Chine et de l'Inde (ex. : croissance économique très rapide fondée sur l'industrialisation, présence de fortes inégalités sociales, mise en valeur inégale du territoire, importance des exportations)
e. Indiquer des objectifs du commerce équitable (ex. : établir un partenariat commercial entre distributeurs de pays développés et producteurs de pays en développement; respecter les droits sociaux et économiques des travailleurs; payer un prix juste pour les productions; contribuer au développement durable)
5. Mondialisation de l'économie
5.1. Influence de la mondialisation
a. Donner des caractéristiques de la mondialisation de l'économie (ex. : libéralisation des échanges, fluidité des mouvements financiers)
b. Indiquer des avantages de la mondialisation pour les entreprises (ex. : croissance des marchés, baisse des coûts de production, augmentation des profits)
c. Indiquer des effets de la mondialisation sur l'économie des pays développés (ex. : développement de nouveaux marchés, perte d'emploi dans le secteur manufacturier)
d. Indiquer des effets de la mondialisation sur l'économie des pays en développement (ex. : développement d'économies émergentes, migration de travailleurs)
5.2. Pouvoir des entreprises multinationales
a. Indiquer ce qui incite les États à accueillir des entreprises multinationales (ex. : création d'emplois, source de revenus)
b. Indiquer des mesures mises en œuvre par les États pour attirer des entreprises multinationales (ex. : avantages fiscaux, subventions de recherche et développement, octroi de tarifs préférentiels, développement d'infrastructures)
c. Indiquer ce qui incite des entreprises multinationales à délocaliser leurs activités (ex. : réduction des coûts de production, accessibilité à de nouveaux marchés)
6. Endettement des États
a. Situer, sur une carte du monde, des pays dont l'endettement est élevé et des pays dont l'endettement est faible (ex. : en 2012, endettement élevé au Brésil et aux États-Unis; endettement faible en Chine et en Turquie)
b. Nommer les créanciers des États : citoyens, institutions financières, Fonds monétaire international, Banque mondiale, autres États
c. Indiquer ce qui explique l'endettement des États (ex. : construction d'infrastructures, services publics, soutien au développement d'entreprises, dépenses militaires)
d. Indiquer des effets possibles de l'endettement des États sur l'économie et la société (ex. : remise en question de programmes sociaux, privatisation, accroissement des écarts entre groupes sociaux, augmentation de la dépendance économique, crise politique et sociale)